“Le premier malaise qui mobilise les électeurs c’est l’immigration et le délitement du socle commun de la société”

27/02/2017 à 12h55

Alors que le Front National profite de 25% des intentions de vote dans les derniers sondages, la Conseillère Régionale Marion Maréchal Le Pen nous livre son analyse sur l’élection présidentielle 2017.

(…)

Avec un faible niveau de participation, pour le moment et une mesure de 26.5% pour Marine Le Pen à ce jour, cela donne une projection d'un nombre d'électeurs qui atteint les 7 millions, soit un score très proche du second tour des régionales. Comment comptez-vous convaincre de nouveaux électeurs ?

> *Tout simplement en parlant de fond. La campagne actuelle, empêtrée dans les affaires, est un handicap profond. À mon avis, c'est d'ailleurs une stratégie largement initiée par la gauche qui ne veut pas parler des vrais sujets. On sait que dès que le Front national est amené à se prononcer sur le fond, c'est un avantage pour nous. Le tout, maintenant, c'est de parvenir à prouver que l'on a un programme sérieux, qui offre des réponses économiques très éloignées de la caricature mélenchoniste qu'a réussit à construire la droite autour de nous. Parce qu'il y a énormément de réponses données aux entreprises ; simplification administrative, guichet unique en matière sociale et fiscale, baisse de l'IS, baisse des charges, exonérations de charges pour les moins de 21 ans, lissage des effets de seuil etc…. Là-dessus, l'enjeu est que notre programme soit lisible à la fois sur l'économie et à la fois sur la question identitaire. C'est un peu ce que j'avais fait dans le sud-est; apporter des réponses à l'insécurité économique mais également des réponses à l'insécurité culturelle. Nous devons être audibles et casser la caricature qui est faite de nous sur ces sujets.*

Quelle est votre sentiment par rapport à l'Église et au Pape François, notamment sur les questions sociétales ainsi que sur les migrants ?

> *Je ne suis pas une grande spécialiste du Pape François. Mais je veux bien croire aussi qu'une partie de la lecture qui est faite de ses déclarations soit biaisée au travers de la presse française, qui se précipite pour voir ce qui peut lui plaire. Ce qui est certain, c'est que les catholiques français, nous sommes un peu dérangés par cette prépondérance*

du thème des migrants, qui, à mon avis, pose une question d'ordre moral intime sur un sujet qui relève d'une position d'un État. En mettant de la morale intime sur ce sujet-là alors même que dans le Catéchisme, un humain n'est pas tenu à la même charité individuelle qu'un État. Un État n'est pas une personne physique. De ce fait là, la charité politique consiste à défendre le bien commun. ***Le bien commun, aujourd'hui en France, me conduit à penser comme beaucoup de français que la France ne peut plus se permettre d'accueillir une immigration anarchique au regard du coût social et sécuritaire que cela engendre. À ce titre, vouloir exiger de l'État***

On a le sentiment que le Pape François fait de la politique, très loin des réalités que vivent les européens, en particulier la France, peut-être d'ailleurs à travers son prisme d'une Amérique Latine qui n'est pas confrontée aux mêmes difficultés, aux mêmes enjeux, aux mêmes proportions de musulmans, et au risque de l'Islam radical.

Vous pensez que les dynamiques politiques sont mues par la Lutte des classes ou par la lutte identitaire ? Au sein même de votre parti, Si Florian Philippot peut incarner la lutte des classes, vous incarnez cette lutte identitaire. La conciliation entre ces deux approches est-elle réellement possible ?

Je ne vois pas les choses ainsi. Le clivage se matérialise, comme l'a vu Christophe Guilluy, principalement entre les grandes métropoles qui bénéficient peu ou prou de la mondialisation et cette France périphérique et rurale qui en sont les perdants. C'est sur cette disparité qu'il va falloir se pencher, qui se révèle notamment avec ces centaines de millions d'euros dépensées dans la politique de la ville, sans équivalent pour les campagnes. Patrick Buisson en parle très bien dans son livre "La cause du peuple". ***Avec le sentiment que les banlieues attirent sur elles une attention***

politique, médiatique et financière qui est complètement disproportionnée par rapport à ce qu'elles représentent en termes de territoires.

Et l'autre grand malaise c'est aussi le sentiment qu'il y a une forme de fracturation de la population française. C'est-à-dire qu'on a le sentiment que beaucoup de personnes vivent sur le même territoire mais ne partagent plus grand-chose. Ils ne partagent plus leurs mœurs, leur culture, leur mode de vie, parfois même leur langue. À ce titre, il n'y a plus de volonté de se diriger vers un avenir commun, ce qui est beaucoup plus inquiétant.

Sur le terrain, le principal malaise des français que je rencontre, avant même le chômage, c'est d'abord l'immigration, l'insécurité culturelle et le communautarisme et ensuite l'insécurité. Au regard de ce que je vois, le premier malaise qui mobilise les électeurs c'est cette question de l'immigration et du délitement socle commun de la société française.

(…)

Atlantico